COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.

SAMEDI 3 JUILLET | N° 168 | PRIX : ANTILLES 2 F FRANCE 3 F

Editorial

GREVE DE L'HOPITAL DE POINTE-A-PITRE QUAND L'UTS APPELLE A LA GREVE GÉNÉRALE ! ! !

Alors qu'est proche la venue de Jack Ralite le ministre de la Santé du gouvernement français, le syndicat qui avait lancé une grève dans deux services de cet hôpital appelle à une grève de tout l'hôpital et de l'ensemble de la Santé.

L'UGTG appelle même à une grève générale en Guadeloupe ! !

Le «camp patriotique», le MUFLN (ex UPLG) appellent également à cette grève.

Le PCG (parti communiste) pendant toute la semaine qui a précédé l'arrivée de Ralite a tout fait pour désamorcer toute possibilité d'extension du mouvement. Pendant tous ces jours, le PCG relayé par la CGTG a mis l'accent sur le côté irréaliste des revendications présentées par la Maternité et par la Réanimation.

Sous prétexte de lutter contre les méthodes de l'UTS on a assisté à une offensive pour empêcher la grève de tout l'hôpital, au nom du dialogue avec le ministre communiste Ralite.

Le personnel de l'hôpital plutôt embarassé de toute cette confusion a préféré rester neutre. En tant que travailleurs ils soutiennent moralement les travailleurs des services en grève, mais par ailleurs ils ne tiennent pas à prendre position ni pour le «camp patriotique» ni pour le Parti communiste. La plupart d'entre eux sont concients que l'échec des grévistes serait aussi le leur Mais ils ne veulent pas faire grève avec le «camp patriotique» pour une indépendance représentée par l'UTS dans l'hôpital.

Les attitudes et le manque de démocratie dont le syndicat UTS a fait preuve, les propos de ses dirigeants, leur façon dictatoriale de vouloir mettre en grève par force tout l'hôpital ont hérissé un grand nombre de travailleurs dont beaucoup par ailleurs hésitaient à entrer en grève.

L'attitude de l'UTS a repoussé ceux qui hésitaient et rendu la lutte plus dure pour ceux qui étaient déjà en grève.

C'est l'UTS elle même qui à cause de son manque de démocratie a empêché l'extension de la grève.

Ceux qui font confiance à la direction UTS dans l'hôpital auront pu ainsi vérifier le manque d'efficacité des méthodes dictatoriales vis à vis d'autres travailleurs. En fin de compte les dirigeants du camp patriotique qui sont à la tête de l'UTS n'ont réussi qu'à isoler une grève qui aurait pu connaître d'autres développements avec des objectifs plus conformes aux intérêts des travailleurs.

Suite Page 2

Pour la libération d'Alexander, de Marc Antoine, la mobilisation doit se poursuivre



CEST LA MOBILISATION POPULAIRE QUI A PERMIS QUE DALON SOIT LIBÉRÉ MERCREDI DERNIER.

C'EST LA MOBILISATION POPULAIRE QUI PERMETTRA AUSSI D'ARRACHER LA LIBÉRATION DE MARC-ANTOINE ET ALEXANDER.

Vendredi 2 Juillet à Basse-Terre aura lieu le procès de deux travailleurs, Marc-Antoine et Alexander. Rappelons que Marc-Antoine et Alexander sont deux travailleurs de la SCEFA, société bananière anciennement dirigée par Max Martin.

Au cours de la longue grève de la SCEFA il y a quelques mois, un explosif aurait été lancé dans la voiture d'un des géreurs de Max Martin.

Sur simple dénonciation, Marc-Antoine et Alexander furent arrêtés et emprisonnés, l'un depuis plus de quatre mois déjà, l'autre depuis près de trois mois. Jusqu'à présent, aucune preuve n'a pu être fournie pour établir la culpabilité de ces deux travailleurs, tout comme Dalon ces deux travailleurs ont été mis en prison alors qu'il n'existe pas de preuve mais de vagues soupçons sur leur prétendue participation à une telle action violente. En réalité la justice coloniale a tenu a fabriquer de toutes pièces deux coupables pour ne pas perdre la face. Il s'agissait après l'assassinat de Max Martin à l'issue de la grève de la SCEFA de réprimer sans discernement pour satisfaire le lobby des gros propriétaires et de la bourgeoisie locale. . . Alors la répression s'est abattue sur Marc-Antoine et Alexander.

Voilà un exemple édifiant de la justice coloniale. Une justice hypocrite car même si ces travailleurs sont reconnus innocents juridiquement, on ne pourra jamais leur retirer les mois de prison déjà effectués, on ne pourra jamais effacer la violence que Marc-Antoine et Alexander ont déjà subie dans leur cœur, leur esprit et leur chair dans les geoles du colonialisme français.

Aujourd'hui, à la veille de leur procès, il s'agit de protester et de se mobiliser pour empêcher les juges coloniaux de réprimer encore plus durement ces deux travailleurs.

Il faut exiger leur libération immédiate et sans conditions.

Pour cela les organisations soussignées appellent les travailleurs, les jeunes, les anti-colonialistes à se mobiliser pour se rendre en masse vendredi matin au Tribunal de Basse-Terre et manifester leur soutien à Marc-Antoine et Alexander.

LIBÉRONS MARC ANTOINE ET ALEXANDER !

Dalon est sorti libre du tribunal de Pointe-à-Pitre mercredi 23 juin. Marc Antoine, Alexander doivent être également libérés vendredi 2 Juillet. Ils ne le seront que si une foule très nombreuse vient les soutenir ce jour là au tribunal de Basse-Terre. Foule de manifestants qui doit décidée à dire aux CRS aux juges blancs et à leurs valets qu'ils n'ont pas le droit de juger deux travailleurs noirs.

Tout un chacun se doit de se rendre le 2 juillet au tribunal de Basse-Terre à 8 h pour soutenir Alexander et Marc-Antoine.

Pour que cette mobilisation soit effective chacun a agi de son côté. l'UPLG et le camp patriotique, après avoir défilé le 1er mai à Basse-Terre en scandant libéré Alexander et Marc-Antoine, appelle à la grève générale pour le 2 juillet avec rassemblement devant le palais de justice.

Un comité pour la libération de Dalon d'Alexander et de Marc-Antoine, soutenu par le MPGI, le GRS, le GTA et Combat ouvrier appellent également à venir à ce procès. Ils ont organisé un meeting de soutien aux trois emprisonnés à Pointe-à-Pitre le 4 juin. Ils ont distribué des milliers de tracts pour sensibiliser la population sur l'injustice que constituent ces trois arrestations, ainsi que pour appeler cette population à assister d'abord au procès de Dalon le 23 juin et à celui d'Alexander et de Marc-Antoine le 2 Juillet.

AU TRESOR A BASSE-TERRE : A BAS LE RACISME OFFICIEL ! NON AU LICENCIEMENT D'UN JEUNE STAGIAIRE CONTRÔLEUR

Au Trésor de Basse-Terre, un jeune stagiaire contrôleur risque d'être licencié. Licencié, parce qu'un chef blanc en a décidé ainsi. Depuis 1981 ce chef, Facon, l'adjoint du Receveur - Percepteur de Basse-Terre, avait déclaré au stagiaire — contrôleur : «Vous ne serez jamais titularisé». Pourtant ce jeune avait subi avec succès l'examen de contrôleur ainsi que son stage théorique. En métropole de tels licenciements n'arrivent qu'une fois sur mille. Ici c'est monnaie courante.

D'ailleurs les travailleurs du Trésor l'ont bien compris. Ils refusent la version de Facon selon laquelle leur camarade est inapte à la fonction de contrôleur. Les deux ou trois erreurs qui lui sont reprochées ne justifient pas une telle décision. Aussi, avec leurs syndicats, les travailleurs du Trésor de Basse-Terre organisent la lutte pour empêcher le licenciement de leur camarade.

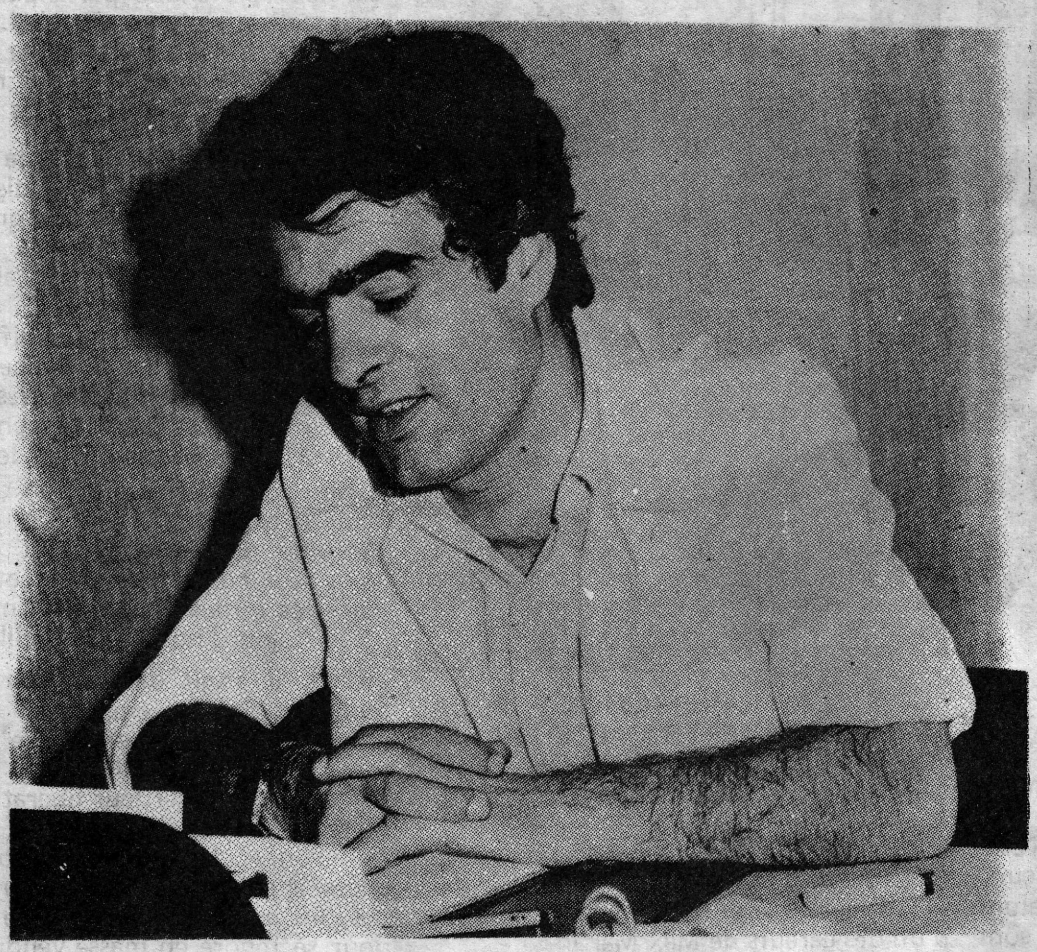
Non, ils n'acceptent pas cette situation où presque tous les chefs sont des Blancs. La situation où ces chefs se réservent le monopole de la Guadeloupe. Pour ces colonialistes, il ne doit pas y avoir de cadres antillais au Trésor. Et ils ont le pouvoir d'imposer cette discrimination raciste. Ce sont eux qui décident qui est apte, qui est inapte. Ils décident qui sera titularisé, qui sera licencié. Et cela de quel droit ? De par la seule couleur de leur peau.

L'adjoint de Basse-Terre, Facon, s'est montré particulièrement zélé dans cette affaire. Avant son départ pour la France, ce 1er juillet il aura plusieurs faits concernant cet individu. Le dernier en date est le suivant . Facon a déclaré que si celui qu'il veut licencier n'est pas content, il n'a qu'à passer le concours d'inspecteur. Et il a ajouté ce commentaire méprisant, que maintenant «même des Guadeloupéens étaient reçus».

Voilà le genre d'invidus qui font la loi au Trésor de Basse-Terre. Des gens qui parlent d'avoir la «peau» de tel ou tel employé.

Les travailleurs du Trésor ont raison de lutter pour refuser le licenciement de leur camarade et en même temps faire cesser les pratiques racistes des chefs du Trésor en Guadeloupe.

EMMANUELLI ET RALITE : UN SOCIALISTE ET UN COMMUNISTE VENUS VANTER LES MÉRITES DE L'AUSTÉRITÉ



On a du mal a dire quelque chose de rien. C'est un peu le cas pour la visite des deux ministres : propos flous, répétitions des mêmes banalités sur les intentions économiques du gouvernement. Discours et réceptions se succèdent : rien de nouveau sous le soleil.

Les grévistes de l'hôpital attendent : mais Ralite depuis la Martinique a dit qu'il ne fallait pas s'attendre à grand chose («on a déjà donné 40 postes») Alors que voulez-vous de plus ? ! !

Ralite est membre du Parti Communiste français, ce parti, qui est au gouvernement, a fait savoir qu'il était contre l'austérité et contre le blocage des salaires et des prix, mais il n'a pas appelé les travailleurs à se battre contre cela. Quand on sait que des centaines de milliers de travailleurs dans toute la France peuvent se mobiliser à l'appel des grandes organisations ouvrières, on mesure ce que peut vouloir dire la prudence des dirigeants du PCF, désapprouver publiquement mais ne pas appeler à la lutte ceux qui pourraient faire reculer le gouvernement !

On a vu à Nice, Nantes et Nîmes des gens des classes moyennes descendre dans la rue manifester bruyamment et activement leur opposition au blocage des prix.

Mais du côté des ouvriers rien. Les organisations ouvrières se contentent de déclarations platoniques.

D'ailleurs le langage du communiste Ralite n'est pas très différent de celui des socialistes.

Mais Emmanuelli et Ralite peuvent toujours parler, les conséquences de l'austérité vont pousser dans la voie de la lutte des couches de plus en plus larges de chômeurs et de travailleurs.

Car c'est dans la misère que la politique gouvernementale va pousser ces travailleurs.

Il n'est pas dit que ceux-ci vont l'accepter sans réagir, sans lutter.

MARTINIQUE : LES RACISTES S'ORGANISENT. IL NE FAUT PAS LE TOLERER !

De tracts signés d'un mystérieux «Comité Civique du Département de la Martinique» circulent depuis quelque temps à Fort-de-France.

L'un d'eux, intitulé «Police et Sécurité en Martinique, s'en prend à la revendication d'«antillanisation des cadres» exprimée il y a peu de temps par le syndicat FO de la police. Le tract accuse «ces fonctionnaires de police qui tiennent des propos racistes et diffâmants envers leurs collègues métropolitains», et s'interroge : «M. Darsières avait conseillé publiquement à ses «frères métropolitains» de quitter le département ; ce conseil est-il renouvelé sous des formes syndicalistes ? Est-ce-là une action syndicale ou serait-ce plutôt une action politique » ?

Un autre tract du Comité Civique du Département de la Martinique, intitulé «Haine et racisme», s'en prend violemment à ce qu'il appelle «une minorité d'infirmiers et personnel de Colson (Syndicat FO à tendance marxiste-léniniste)» qui seraient coupables, selon lui, d'avoir mis à l'écart un médecin (femme) de l'hôpital. La raison de cette mise à l'écart serait le fait que cette femme est blanche. Et le Comité Civique s'indigne : cela fait —dit-il— «sept mois que le directeur se tait, sept mois que le racisme empire, sept mois que les syndicats camouflent un état de fait dû à la psychologie maladive de la haine, sept mois qu'une femme mise à l'index de la société parce qu'elle est blanche. . .» Et il exige que des sanctions réelles soient prises à l'encontre de ceux qui refusent — le droit de vivre,

— le droit à la liberté de tous les citoyens français sur un territoire français».

Ces tracts virulents expriment sans conteste le point de vue des milieux blancs d'extrême-droite qui existent en Martinique. Ces Blancs racistes ont donc décidé de s'organiser en «Comité Civique» pour protéger leurs privilèges de Blancs dans la société coloniale.

Ce sont des individus qui regrettent sans doute le temps de l'esclavage . Ce genre de Blancs n'acceptent pas de considérer les «nègres» à l'égal des Blancs. Pour eux les nègres doivent se courber et baiser leurs pieds, et ils ne se gênent pas pour revendiquer hautement le droit pour les Blancs de dominer et de commander en Martinique.

C'est pourquoi la population ne do pas tolérer qu'un tel Comité Civique exis en Martinique.

Aujourd'hui ce Comité Civique écrit d tracts. Demain il s'organisera pour «casser c nègre».

Il existe actuellement en Martiniqu tout un milieu blanc qui vit à l'écart de population qui a de bonnes situations et bén ficie d'avantages et de privilèges que leur o frent la société coloniale et l'administratio blanche. Ce milieu a des opinions d'extrêm droite et professe un solide mépris pour population martiniquaise. Ces gens exprimen plus ou moins ouvertement leur racisme su leur lieu de travail où ils se trouvent confro tés à des Noirs. Mais entre eux ils ne se gêne pas pour laisser libre cours à leur opinion racistes et offensantes vis-à-vis de la populatio

Bien sûr ce Comité Civique se cach derrière une prétendue lutte contre le racism Mais les Noirs qui se laisseraient abuser par c paravent et qui entreraient dans ce Comit feraient l'alliance de la victime avec son bou reau. Les Blancs racistes qui sont derrière c Comité Civique sont les ennemis de la popu lation martiniquaise. Il faut les dénonce et ne pas tolérer que ces esclavagistes oser élever la voix et s'organiser ici.

Ils disent s'élever contre le racism mais qui frapperait la minorité blanche. Ma c'est cette minorité qui a le pouvoir aux Anti les, c'est elle qui exerce sa domination sur l majorité de la population qui, elle, est noir Alors s'il y a du racisme, c'est bien de c côté-là qu'il faut aller le chercher. Car lorsqu des Blancs occupent la plupart des poste de commande et de direction au niveau d l'appareil de l'état et de l'administration qu'ils se trouvent au sommet de la hiérarchi sociale et bénéficient de privilèges octroyé par le pouvoir en place simplement parce qu'il sont des Blancs, alors que le reste de la popu lation noire est au bas de l'échelle et sou les ordres de ces mêmes Blancs, qu'est-ce don sinon du racisme ? un racisme bien officie celui-là.

Les Blancs racistes du Comité Civiqu sont prêts à défendre le système colonial d toutes leurs forces. Ils sont prêts aussi à s'e prendre aux anti-colonialistes. La populatio martiniquaise ne doit pas tolérer que ce racistes s'expriment et agissent impunémen en Martinique !

BLOCAGE DES PRIX : PEU DE CHANCES D'ETRE EFFICACE

Si le blocage des salaires pour quatre mois décidé par le gouvernement a toutes les chances d'être scrupuleusement observé par les employeurs, par contre le blocage des prix pour la même période a bien peu de chances d'être efficace.

Déjà toute une partie des produits alimentaires (produits frais de l'agriculture et de la pêche) et les produits pétroliers sont exclus de ce blocage. Ensuite un certain nombre de produits (produits nouveaux, produits importés de l'étranger) peuvent ne pas être compris dans les prix bloqués et faire l'objet d'un accord avec l'administration.

Enfin si l'on considère ce qui se passe ici, on constate que les contrôles de prix dans les grandes surfaces et chez les gros commerçants ne sont guère fréquents, pour ne pas dire inexistants.

En Martinique, à peine le Préfet avait-il fait publier l'arrêté gouvernemental de blocage des prix que les importateurs et les gros négociants demandaient, et obtenaient, une réunion de concertation avec l'administration. Au cours de cette réunion, les gros commerçants et les patrons faisaient état de leurs plaintes et de leurs doléances, se disant lésés par le blocage des prix. L'administration ne s'est guère fait prier pour accorder des exemptions et des facilités aux divers capitalistes de l'industrie et du commerce. Ainsi elle a promis de faire preuve de «souplesse» dans l'application de ces mesures de blocage. Les marchandises importées, dites «flottantes» auront également un «traitement particulier». D'autres mesures seront également prises pour éviter de léser tous ces patrons.

Mais si la loi est susceptible «d'assou plissement» lorsqu'il s'agit des gros impor tateurs et commerçants et des patrons de l'in dustrie, soyons sûrs qu'elle sera sans piti pour les petits commerçants et les boutiquier qui, eux, ne bénéficient pas des faveurs d l'administration.

SUITE DE L'EDITORIAL

Ce fut une preuve de ce que pour être efficace, la lutte des travailleurs doit être dirigée par les travailleurs eux-mêmes.

Il est vrai que ce n'était pas le but de ces dirigeants. Ils veulent en effet apparaître comme une tendance dure et décidée y compris en imposant certaines orientations par la force aux travailleurs. Afin de rallier à eux les travailleurs les plus décidés et les plus combattifs.

Il faut aussi ajouter que le syndicat UTS agissant ainsi sur ordre du «camp patriotique» a permis à la CGTG — liée elle au PCG — de trouver une porte de sortie pour qu'aucun mouvement ne soit possible sur l'ensemble de l'hôpital.

BOUILLANTE : UNE BELLE MJC... FERMEE ET GRILLAGEE !

Bouillante offre une image de la baisse d'activité de la Basse-Terre. Bouillante est surtout connue pour ses sources géothermiques. Il y a un projet d'installation d'une usine de production d'électricité. Mais cela ne change rien aux difficultés que rencontrent ses habitants.

Sur une population de 6500 personnes, ceux en âge de travailler sont obligés de partir à Pointe-à-Pitre, à Basse-Terre, sur les plantations de Capesterre ou encore dans l'émigration. Une seule plantation occupe quelques travailleurs. Une plantation de bananes. Sinon l'agriculture est quasi inexistante à Bouillante. Bien sûr, certains ont un petit jardin mais d'accès quasi impossible, dans cette région escarpée. D'ailleurs ils demandent la construction de chemins vers leurs bouts de terrain. De toutes façons l'administration ne cherche pas à encourager l'activité agricole. Il n'y a même pas de marché à Bouillante. Les pêcheurs aussi se plaignent et leur profession devient très difficile compte tenu des dépenses exhorbitantes qu'elle leur impose. Elle est donc de plus en plus délaissée.

Alors beaucoup de jeunes sont sans travail. N'ayant pas le moyen de s'installer ailleurs - encore faudrait il qu'il y ait des emplois ailleurs - ils vivent de jobs par ci, par là, fabriquent un peu de charbon aujourd'hui, coupent des herbes demain. Ils n'ont par ailleurs aucune distraction. En fermant la MJC la municipalité leur laisse pour seule activité «culturelle» les films de karaté du seul cinéma de la commune, à Pigeon. Il leur reste heureusement le droit de pousser un ballon sur un terrain de sport.

Alors à Bouillante, chez les jeunes comme chez les adultes, le mécontentement est grand. Il se traduit ces jours ci par des protestations contre la municipalité réactionnaire de Guillod :
— pour obtenir la réouverture de la maison des jeunes
— pour refuser l'installation à 50 m de maisons d'habitation d'un dépôt d'ordures dit «de transfert», cela au mépris des règles d'hygiène les plus élémentaires. Dans les deux cas les Bouillantais manifestent qu'ils veulent voir changer leur vie.

Depuis plus de deux ans, la Maison des jeunes et de la Culture de Bouillante est fermée. On peut visiter, seulement de l'extérieur, ce bâtiment moderne. Ce qui frappe c'est son aspect de prison : il y a des grilles aux portes, aux fenêtres et même au dessus de la cour intérieure . . . au cas ou des jeunes auraient voulu rentrer par le toit. Par les fenêtres on peut voir des objets d'artisanat en bambou, vestiges d'une époque ou les jeunes s'occupaient dans la MJC. Ce bâtiment ne sert plus à rien. Sa cour intérieure est remplie de cailloux et de crottes de cabris.

Fin 1979 la municipalité RPR, parlant de reprendre en mains les jeunes de Bouillante a décidé de chasser de la MJC les différentes associations qui l'occupaient. Il y avait des scouts, des majorettes, des groupes de danse, une association culturelle, Kanpèch, et un groupe sportif, l'ACB. Kanpèch a tenté de résister quelques temps. D'abord la lumière a été coupée. Puis un beau jour elle a trouvé porte close et presque tout son matériel jeté dehors, abandonné à la pluie et à la poussière. Il y avait des vêtements cousus par des femmes de Bouillante, des objets d'artisanat, du vétiver, du bambou. Le maire avait décidé que la MJC ne pouvait plus fonctionner «faute de gens capables de cette responsabilité». Ce n'était qu'un prétexte. En effet depuis cette période il a promis de transformer la MJC en OMC. Rien n'a été fait. Rien sauf la venue de Blancs invités par la municipalité qui ont proposé aux Bouillantais de leur apprendre leur culture ! Il y a eu pire. L'un d'eux a mis en circulation des cartes pour une association culturelle qui utiliserait la MJC. Il aurait ainsi ramassé de l'argent. On ne l'a jamais revu.

Plusieurs fois des jeunes sont allés en délégation auprès du maire ; Peine perdue. Le maire a envoyé des gendarmes contre des jeunes qu'il accusait d'avoir forcé la porte de la MJC. Pour finir il a , à grands frais, fait cloturer la maison avec de lourdes grilles. Dans le même temps, il exerce des pressions sur les responsables de la petite salle St Michel que les religieux ont mise à la disposition des jeunes de Bouillante.

Aujourd'hui même des adultes peu enclins à la contestation se révoltent de voir cette MJC fermée. Plusieurs associations de Bouillante, Kanpèch, El Condor. . . se sont réunies pour tenter de faire refonctionner la Maison des Jeunes. Ils doivent avoir le soutien de tous, jeunes et moins jeunes. Leur lutte en effet ne sera pas facile. Les colonialistes qui dirigent la Guadeloupe ne tiennent pas a faciliter aux jeunes l'accès à la culture, à la connaissance. Et cela que les dirigeants soient de droite ou de gauche.

Air France : les affaires marchent



Les tarifs d'Air France sont entrés dans la période «haute saison» correspondant aux mois de vacances. Les tarifs des «Vols Vacances» sur la ligne Antilles-France ont ainsi connu une sensible augmentation. On peut dire que les affaires marchent pour Air France lorsque l'on considère que pour la période allant du 14 juin au 26 septembre, 373 vols de Boeing 747 sont prévus sur cette ligne, soit 28 de plus que l'an dernier. Et chacun de ces Boeing contient environ 500 sièges. A 3.915 F le billet aller-retour, sans compter les «classe affaire», voilà un bon paquet d'argent qui rentre dans les caisses d'Air-France.

On comprend que dans ces conditions le gouvernement n'ait pas accordé à la compagnie charters «Nouvelles Frontières» l'autorisation de faire décoller et atterrir ses avions à Paris. Les intérêts d'Air France avant tout !

ANTILLES MEUBLES : DES CONDITIONS DE TRAVAIL SCANDALEUSES

Les travailleurs d'Antilles Meubles mènent une grève depuis le 8 juin pour l'amélioration de leurs conditions de travail.

Les équipements les plus élémentaires de confort et d'hygiène font défaut dans cette entreprise.

Le temps de travail accordé pour le repas est de 20 mn, il n'y a pas de refectoire aménagé pour ces repas.

Les toilettes et les douches sont défectueuses.

Les travailleurs d'Antilles Meubles demandent donc un temps de pause de 30 mn pour le repas, ce qui leur était accordé précédemment, l'aménagement d'un réfectoire décent, une réfection des douches et lavabos.

La dernière de leurs revendications porte sur les salaires. Actuellement, il n'y a aucune classification selon le travail effectué, et les salaires sont versés selon le bon vouloir du patron. Les employés demandent donc une classification qui permettrait une plus juste estimation des salaires en fonction du travail réel et non à la tête du client.

Depuis 20 jours, aucune réelle négociation n'a pu être engagée, le patron s'en tenant à une position particulièrement arrogante.

Mais les employés soumis à ces conditions de travail scandaleuses sont bien décidés à le faire céder.

ECHOS DES ENTREPRISES

POINTE-A-PITRE

BNP : LE SERVICE UNITÉ ADMINISTRATIVE : DES CONDITIONS DE TRAVAIL INSUPPORTABLES.

Au service de l'U.A. la moquette n'est pas du tout entretenue, ce qui est cause d'allergies de toutes sortes. Les employés s'en plaignent. Ils ont déjà vu plusieurs responsables à ce sujet et jusqu'à ce jour ils n'ont pas obtenu satisfaction. Peut-être faudra-t-il que nous cessions de travailler dans ces conditions pour que la direction se décide à faire nettoyer la moquette ?

AU SERVICE DE L'UNITÉ ADMINISTRATIVE : IL NOUS FAUT PEUT ETRE CHANGER DE TON.

Nous sommes assourdis par le bruit infernal que font les machines : «POUFS». Nous n'arrivons même plus à nous entendre entre nous.

Nous sommes une trentaine à souffrir de ce bruit et peut-être demain à perdre l'ouïe. La direction s'en moque car plusieurs de nos démarches sont demeurées vaines.

Fin XXe siècle la direction pourrait certainement se procurer des machines plus modernes et moins bruyantes. Elle ne nous fera pas croire qu'elle n'en a pas les moyens. Mais son argent la BNP n'entend guère l'utiliser pour améliorer nos conditions de travail. Nos différents responsables n'ont pas compris ou feignent de ne pas comprendre le langage que nous leur avons tenu jusqu'à présent. Peut-être maintenant faudra-t-il changer de ton et d'attitude ?

BNP : DE L'ART ET DE LA MANIERE DE NOUS SOUTIRER DE L'ARGENT

Dans une circulaire de la Direction centrale concernant les découverts accordés aux agents, celle-ci nous informe que dorénavant les comptes débiteurs devront payer 12 % d'agios pour ceux qui n'ont pas d'autorisation et un peu moins pour ceux qui en auront. Voilà qui est tout a fait nouveau, car cela n'existait pas auparavant. Il faut dire que les agents n'avaient pas non plus droit à des découverts. La direction ne l'autorisait pas. Mais depuis l'inflation et sa conséquence la baisse de notre pouvoir d'achat, nous sommes de plus en plus nombreux a avoir des découverts. Au lieu de relever nos salaires ce qui serait la solution juste et efficace, la direction, elle, n'a pensé qu'à une seule chose : en tirer un bénéfice pour elle, en nous faisant payer des agios pour compte débiteur. Décidément, les patrons ont mille ficelles pour nous soutirer de l'argent et ils savent le faire même à partir de nos difficultés.

IL SERAIT TEMPS D'ACCORDER VOS PENDULES, MM. LES CHEFS

Suite à la note de service sur les retards, la direction a installé des pendules dans chaque service.

Mais malheureusement ces pendules n'arrivent pas à s'entendre entre elles. Elles ont chacune une heure différente. Est-ce du fait des machines elles-mêmes ou des techniciens qui les ont montées ? Peu importe en tout cas. Nos responsables qui ont mis tant de zèle à vouloir contrôler notre arrivée au travail ne semblent guère aussi malins pour accorder l'heure de ces pendules.

CENTRE HOSPITALIER DE FORT-DE-FRANCE

NON AUX HEURES SUPPLÉMENTAIRES !

En obstétrique, les ASH font de nombreuses heures supplémentaires soit 23 heures toutes les trois semaines, cela depuis plusieurs années.

Les instigateurs d'un tel roulement ont-ils eu les mêmes attentions pour eux ? Certainement, non.

Cela a trop duré, il faut y mettre fin. Sans compter que cela supprime le travail de deux personnes.

UN PETIT TOUR ET PUIS S'EN VA !

C'est chose maintenant officielle, le ministre de la Santé, Jack Ralite sera de passage en Martinique et visitera le CHFF le 29 juin.

Son programme : recevoir les médecins, administrateurs et directeurs toute la matinée du 29, faire un petit tour à Clarac, manger à la Maternité puis recevoir les organisations syndicales de la Martinique de 15 h à 16 h à l'Hospice, soit une heure.

Soyons certains qu'avec les guides de la direction, le ministre ne verra pas les plaies de l'hôpital !

L'OEIL DU MAITRE !

Il est officiellement dit que Ralite vient s'informer sur le terrain et ce n'est qu'à son retour à Paris qu'il fera la synthèse !

Il faut croire que tous les dossiers faits par les uns et les autres ne sont que du vent. Il suffira du coup d'œil d'un homme pour que les choses changent ou plus précisément soient mieux évaluées : mon œil !

UN PRIVÉ QUI RAPPORTE A L'ADMINISTRATION !

A l'Hospice, chacun sait que c'est la Maintenance qui est chargée du travail d'entretien. La direction qui, avec raison, est contre le secteur privé des médecins s'accomode par contre bien du secteur privé Maintenance. Ça l'arrange pour son budget hôpital, car cela coûte moins cher, mais c'est exploiter encore plus d'autres travailleurs.

ÉCONOMIE OBLIGE !

La Maintenance quant à elle assure le service pendant moins de temps que s'il s'agissait d'agents hospitaliers. Et une fois les employés partis, il arrive qu'il n'y ait plus rien dans le service (pas de serpillère, ni de produit d'entretien).

Résultat c'est aux parents des malades à se procurer les produits nécessaires et à nettoyer quand les chambres ont été salies après le départ des employés de la Maintenance.

Pour la direction, plus question de service public quand il s'agit de faire des économies.

EN ATTENTE DU SCANDALE

Plusieurs fois à Civil, nous avons subi des coupures de courant allant jusqu'à une demi-heure, sans que le groupe ne prenne la relève.

C'est tellement fréquent, qu'on arrive à être indifférent quand directement au niveau de la tâche qu'on fait, on n'est pas concerné.

Tout cela continuera jusqu'à ce que quelqu'un y perde sa vie et qu'un scandale éclate.

Martinique : Nicky condamné. Mais combien de nouveaux Nicky la crise de la Société capitaliste prépare-t-elle ?

Le procès de Nicky vient d'avoir lieu. La Cour d'Assises a condamné celui-ci à la réclusion à perpétuité. L'affaire remonte à fin 1980. Nicky était accusé du meurtre d'un homme, d'une vieille femme, et de l'enlèvement et du viol de deux jeunes filles.

Mais si l'on considère le passé et le milieu de Nicky, on ne trouve rien d'étonnant au fait qu'il soit devenu un véritable bandit. Ce jeune homme d'une vingtaine d'années est né à Saint Vincent d'une famille de cinq enfants de paysans pauvres. Lui-même travaillera comme coupeur de canne en Martinique. Il quitte l'école à treize ans pour travailler avec son père. Celui-ci meurt mystérieusement aux États-Unis quelque temps après. Les deux frères de Nicky sont tués par la police de Saint-Vincent.

Sans travail, et dans l'espoir de se faire un peu d'argent, Nicky se met alors à cultiver la marijuana. C'est là que commencent ses ennuis avec la police. Il est emprisonné, s'évade, et vole un bâteau pour s'enfuir de Saint-Vincent. Il se rend ensuite à Sainte-Lucie, puis en Martinique.

Qu'avec une telle vie Nicky soit devenu ce qu'on appelle un «violent», qui s'en étonnera ?

Mais ce qu'il faut savoir, c'est que des «violents» du genre de Nicky, il y en aura de plus en plus avec le développement de la crise économique. Car il est significatif que les criminels, les voleurs, les voyous, sont essentiellement issus des milieux pauvres, défavorisés, de familles déséquilibrées, victimes du chômage, du manque de formation, de la misère en général. Et de ces jeunes-là il y en aura de plus en plus dans les mois et les années qui viennent, parce que le chômage va se développer davantage encore, parce que la vie va devenir encore plus difficile et que la pauvreté va s'étendre. Les îles des Antilles sont toutes des pays pauvres, sous-développés. Elles vont subir de plein fouet les conséquences de la crise économique qui se précipite. Des milliers et des milliers de jeunes seront jetés au chômage, sans perspectives, sans possibilité d'aller chercher du travail ailleurs car les grands pays développés n'absorberont plus cette émigration, leur propre classe ouvrière étant aussi réduite au chômage. Ces milliers de jeunes errant dant les rues, sans but et sans travail, sans argent, rejetés par la société, se livreront au vol et la violence. C'est cela qu'engendre la société capitaliste : la crise économique, la violence, avant de nous entraîner tous dans la guerre mondiale.

Aujourd'hui la population martiniquaise ou guadeloupéenne se plaint de la recrudescence des vols et des délits en tous genres. Il ne sert à rien de se plaindre, de gémir ou de faire de la morale sur «la jeunesse d'aujourd'hui qui n'est plus comme celle d'autrefois». Car les vols vont continuer, les délits vont devenir plus nombreux au fur et à mesure que la pauvreté va s'aggraver avec la crise. La violence exacerbée par les conflits et les tensions diverses engendrées par cette situation de pauvreté et de chômage, va connaître une recrudescence marquée. Les moindres disputes se terminant pas des coups de coutelas, les crimes, les viols, toute cette écume accompagnant la violence d'oppression de la société capitaliste elle-même, va se développer. La société capitaliste va approfondir ses bas-fonds, au fur et à mesure que les classes pauvres se trouveront jetées dans les abîmes de la misère. Et cela n'est pas pour un futur lointain. La crise menace de s'emballer dans les mois qui viennent. Et délinquance et criminalité la suivront de près.

Alors ceux qui s'indignent vertueusement aujourd'hui des méfaits d'une partie de la jeunesse pauvre et délinquante feraient mieux de regarder un peu plus loin et de considérer le phénomène dans son ensemble. Les voleurs de voiture, les Nicky et les autres font partie d'un processus implacable qui broie sur son chemin les plus faibles et les moins adaptés, et qui en broiera un nombre de plus en plus élevé.

La population n'a pas à être victime des criminels des voleurs et des délinquants. Mais pour arrêter le processus en cours, il faut s'attaquer aux véritables racines du mal : C'est la société capitaliste qui est en premier lieu responsable du développement de cette violence. Les vrais responsables ce sont tous ceux qui profitent du système et qui pour protéger leurs profits sont prêts à précipiter la société toute entière dans la crise et la violence la plus extrême. Ce sont ceux-là d'abord à qui il faut s'attaquer.

QUAND MICHAUX-CHEVRY DÉCOUVRE LA MISÈRE DES HÔPITAUX DE LA BASSE-TERRE

Vendredi dernier, certains hôpitaux de la Basse-Terre ont reçu la visite de la présidente du Conseil Général, Mme Michaux-Chevry. Elle s'est rendue tout d'abord à l'hôpital du Camp Jacob, puis à celui de Sainte Hyacinthe pour terminer sa tournée par la visite de l'hôpital Beauperthuis à Pointe-Noire.

D'après ce qu'elle a déclaré, tout au long de sa journée de visite, Michaux-Chevry a été choquée par le manque d'hygiène, par le fait qu'il existe encore dans ces hôpitaux des salles communes où plus de 10 personnes cohabitent souvent dans les pires conditions. Elle a découvert que les hôpitaux avaient besoin d'être humanisés. Et dans son élan elle a même réussi à trouver des crédits pour débloquer une subvention de 200 000 F pour l'hôpital du Camp Jacob et une de 800 000 F pour l'hôpital Beauperthuy.

Mais si Michaux Chevry s'est trouvée «choquée» en visitant les hôpitaux de Basse-Terre en tant que présidente du Conseil Général, cela veut-il dire que c'était la première fois qu'elle ouvrait les yeux sur la réalité des problèmes de la santé de sa région ? Ses nouvelles lunettes de présidente du Conseil Général lui ouvrent-elles les yeux, alors que tant qu'elle était conseiller général, tout autant élue de la population, durant de longues années, elle les tenait bien fermés ?

Ou bien ces déclarations étaient-elles destinées à la presse pour soigner l'image de marque que Michaux-Chevry essaie de se faire depuis quelques mois. L'élue de plus haut rang de la Guadeloupe qui a de la compassion pour les «humbles» et daigne se baisser pour regarder leurs problèmes d'un peu plus près, l'espace d'une visite au moins.

Il faut dire qu'en temps qu'élue de la population ces visites sont vraiment la moindre des choses qu'elle avait à faire.

Et puis, honneur oblige, Michaux-Chevry recevra d'ici quelques heures, le ministre de la santé. La moindre des choses, est qu'elle soit un peu au courant de ce dont elle va discuter et qu'elle n'ait pas l'air de découvrir les problèmes et les gens, ses interlocuteurs en même temps que le ministre.

Il n'empêche que les déclarations tapageuses de Michaux-Chevry sur l'état des hôpitaux auraient tendance à faire sourire si ce n'est qu'elles ont des conséquences néfastes pour des centaines de travailleurs de la région de Basse-Terre et des centaines de malades de cette région.

Car tout de même, Lucette Michaux-Chevry était conseiller général, élue de Saint-Claude depuis des années, vice-présidente du Conseil Général sous le gouvernement Giscard, et jamais elle ne s'est fait remarquer en dénonçant ces états de fait. Bien au contraire, quand elle a eu à intervenir, cela a été chaque fois pour dénoncer violemment les travailleurs qui avaient entrepris de se battre pour améliorer leurs conditions de travail.

Les travailleurs de l'hôpital Sainte Hyacinthe se souviennent de son intervention remarquée aux côtés du directeur Fisher dans leur lutte pour exiger la réintégration de 14 des leurs. Et les murs de la Basse-Terre maculés de graffitis «Michaux - nèg à Blan» en portent encore un témoignage.

Alors, les sourires compassés, les ronds de jambe, les coups de chapeau de la présidente du conseil général montrent plutôt une grande hypocrisie qu'une réelle volonté d'effacer les injustices criantes dans ce pays, dans la santé, comme dans d'autres domaines . . . . .

ISRAËL : ASSISTE-T-ON A L'APPARITION D'UNE OPPOSITION A LA GUERRE ?

Pour la première fois depuis longtemps une opposition à la politique militaire du gouvernement israélien s'est fait jour à la KNESSET (parlement) où plus d'une quarantaine de députés ont voté contre la poursuite des opérations militaires à Beyrouth. Alors qu'au début de cette guerre il n'y avait que TROIS opposants (du parti communiste).

Il y a eu aussi une manifestation regroupant semble-t-il plusieurs milliers de personnes dans les rues de la capitale d'Israël.

La guerre commence à peser lourdement sur le peuple israélien : elle coûte cher — des centaines de millions — elle impose une vie faite de restrictions en tous genres, elle cause des centaines de blessés et de morts israéliens.

Après avoir dans le passé soutenu ou toléré les agissements belliqueux de son gouvernement, le peuple israélien est-il en train de prendre conscience du danger mortel que représente pour lui la politique de terrorisme d'Etat de Begin ?

Il n'est pas trop tard pour cela, il n'est pas trop tard pour opposer à une telle politique celle d'une population qui, elle, pourrait trouver la voie pour vivre en paix avec les palestiniens.

Mais cela passe par la reconnaissance des droits des palestiniens et l'établissement d'un état qui leur donne la possibilité de se gouverner eux-mêmes et avec les dirigeants de leur choix.

COURRIER DES LECTEURS

Nous avons reçu une lettre qui révèle l'ouverture de Monsieur Armand Ducorney, directeur technique de la société «Gardiennage Guadeloupéen».

Ce monsieur estime que nous intéprétons mal le «genre de travail» que fait sa société, il proteste de la voir impliquée à tort.

En rectificatif à un article paru dans le nº 163 du 29-5-82 il écrit notamment :

1º) - Vous parlez du hold-up du Casino à Gosier, nous n'avons rien à y voir cet Établissement n'étant pas notre Client, donc n'est pas placé sous notre surveillance.

2º) - Vous accusez, formellement mes hommes d'avoir dégainé lors du spectacle de «Rita Marley», faux, archifaux, votre informateur s'est trompé, ce ne sont pas les vigiles qui ont dégainé et menacé les gens.

Le service nous incombant n'étant pas les entrées mais bien la mitoyenneté de l'école, la façade arrière du hall et sur l'avant, à l'escalier un garde, sans ceinture, ni arme, mais accompagné d'un chien, vous voyez, donc que vos informations sont erronées.

3º) - Maintenant laissez moi vous dire que j'ai créé une centaine d'emplois, bien payés et c'est l'avis des syndicats en Guadeloupe, que le recrutement s'effectue sans critère politique que j'ai de toutes les tendances parmi mon personnel, que ce dernier est affilié à un syndicat pourtant réputé pour être «dur».

N.D.L.R. : Reste à savoir si les vigiles voient eux les choses telles que M. Ducorney le dit au 3e !

Grève des transports publics en Grande-Bretagne

La victoire toute relative des troupes anglaises aux Malouines n'a pas réussi à conjurer les problèmes économiques et sociaux de la Grande-Bretagne.

Depuis le début de la semaine, ce pays connaît sa plus importante grève des transports depuis 1926. Les chemins de fer ont commencé, puis ce sont les transports urbains qui se sont mis en grève.

On verra si les syndicats chercheront et réussiront à contenir la colère des travailleurs et si Madame Thatcher pourra les convaincre que l'État ne peut pas trouver d'argent pour satisfaire à leurs revendications. Puisqu'elle a su si bien en trouver pour faire la guerre des Malouines.

HAÏTI : LA DICTATURE UN RÉGIME POURRI

Alors que la population haïtienne vit dans une effroyable misère, une poignée de profiteurs du régime de Duvallier s'enrichit grassement par des moyens les plus crapuleux.

Le Beau-frère du président Frantz Bennet, vient d'être condamné à 4 ans de prison aux États Unis pour trafic de drogue. Il existe d'autres scandales mais ils sont étouffés pour préserver la réputation des hauts dignitaires du régime.

Le nouveau ministre des finances Marc Bazin a été obligé d'opérer des saisies (en particulier des voitures de luxe : BMW, Mercédes) à l'encontre de certaines personnalités qui ont opéré des détournements de fonds.

La crise économique met à nu tous ces trafics qui prouvent la véritable nature d'un régime de dictature qui se maintient par la force. Les scandales qui éclatent et qui continueront d'éclater sont les signes de faiblesse de ce régime qui tôt ou tard sera vomi par la population.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :
G. BEAUJOUR
Adresser
toute correspondance :
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
Combat Ouvrier
B.P. 145
75023 PARIS CEDEX

Impression
Imp. ERAVILLE & Fils S.A.R.L.
Commission paritaire
Nº 51728